



## CHAPITRE 4

### Loi des allocations aux aveugles

[Sanctionnée le 15 novembre 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Défini-  
tions:  
"bénéfi-  
ciaire";

1. Dans la présente loi,

a) "bénéficiaire" désigne une personne qui reçoit une allocation en vertu de la présente loi;

"commis-  
sion";

b) "commission" désigne la Commission des allocations sociales du Québec;

"loi  
fédérale".

c) "loi fédérale" désigne la Loi visant les allocations aux aveugles, adoptée par le Parlement du Canada en 1951.

Verse-  
ments  
autorisés.

2. Subordonnément à la conclusion d'une convention en vertu de l'article 3, le gouvernement de la province est autorisé à verser mensuellement, à compter du premier janvier 1952 et aux conditions fixées par une telle convention, à tout aveugle résidant dans la province et réunissant les conditions prévues par l'article 3 de la loi fédérale, une allocation au montant spécifié par ladite convention.

Conven-  
tion  
autorisée.

3. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre du bien-être social et de la jeunesse peut

## CHAPTER 4

### Blind persons allowances Act

[Assented to, the 15th of November, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act,

a. "recipient" means a person who receives an allowance under this act;

Défini-  
tions:  
"recip-  
ient";

b. "Commission" means the Quebec Social Allowances Commission;

"Commis-  
sion";

c. "federal act" means The Blind Persons Act passed by the Parliament of Canada in 1951.

"federal  
act".

2. Subject to the conclusion of an agreement under section 3, the Government of the Province is authorized to pay monthly, from and after the first of January, 1952, and upon the conditions fixed by such agreement, to any blind person residing in the province who meets the conditions contemplated in section 3 of the federal act, an allowance of the amount specified in the said agreement.

Payments  
author-  
ized.

3. With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister of Social Welfare and of Youth may

Agree-  
ment  
author-  
ized.

conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada ou tout ministre autorisé à agir pour son compte, une convention comportant le paiement à la province, par le gouvernement du Canada, conformément à la loi fédérale et aux règlements adoptés sous son empire, d'une contribution correspondant à soixante et quinze pour cent des allocations versées aux aveugles en vertu de la présente loi.

make, for the Government of the Province, with the Government of Canada or any minister authorized to act for it, an agreement providing for the payment to the Province, by the Government of Canada, in accordance with the federal act and the regulations made thereunder, of a contribution equal to seventy-five per cent of the allowances paid to blind persons under this act.

Ententes  
addition-  
nelles.

4. Le gouvernement est de plus autorisé à conclure avec le gouvernement du Canada toute entente additionnelle à l'effet d'augmenter le montant des allocations aux aveugles et, le cas échéant, à leur verser les allocations prévues par une telle entente.

4. The government is also authorized to make with the Government of Canada any additional agreement for the purpose of increasing the amount of the allowances to blind persons and, should the case arise, to pay them the allowances provided for by such additional agreement.

Additional  
agreements.

Pouvoirs.

5. Il appartient à la Commission de recevoir et d'entendre toutes les demandes d'allocation aux aveugles et de les décider en dernier ressort conformément à la convention conclue en vertu de l'article 3 et, le cas échéant, à celle conclue en vertu de l'article 4. Elle peut en tout temps reviser ses décisions et en rendre d'autres.

5. The Commission shall have jurisdiction to receive and hear all applications for allowances to blind persons and decide them finally and without appeal in conformity with the agreement made under section 3 and, should the case arise, with the agreement made under section 4. It may at any time revise its decisions and render others.

Powers.

Communi-  
cation  
des déci-  
sions.

Toute décision de la commission sur une demande d'allocation doit être communiquée sans délai au ministre du bien-être social et de la jeunesse et à l'aveugle qui a fait la demande.

Every decision of the Commission on an application for allowances must be communicated without delay to the Minister of Social Welfare and of Youth and to the blind person who made the application.

Communi-  
cation  
of  
decisions.

Alloca-  
tions in-  
cessibles,  
etc.

6. Les allocations effectuées en vertu de la présente loi sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

6. The allowances made under this act shall be inalienable, unseizable and exempt from all provincial and municipal taxes.

Allow-  
ances in-  
alienable,  
etc.

Droit de  
vote non  
affecté.

7. Le fait de recevoir des allocations n'entraîne pas, pour le bénéficiaire, l'incapacité à voter lors d'une élection provinciale, municipale ou scolaire.

7. The receipt of allowances shall not have the effect of disqualifying the recipient from voting at any provincial, municipal or school election.

Right to  
vote not  
affected.

Verse-  
ments à  
institu-  
tions, etc.

8. Lorsqu'un bénéficiaire consent à ce que ses allocations soient versées à une personne, société ou institution qui

8. When a recipient consents that his allowances be paid to a person, society or institution who or which is

Payments  
institu-  
tions, etc.

est tenue à sa subsistance ou s'en charge, la commission peut statuer que ces allocations seront versées, pour le compte de ce bénéficiaire, à cette personne, société ou institution.

bound or undertakes to provide for his subsistence, the Commission may order such allowances to be paid, for the recipient's account, to such person, society or institution.

Infrac-  
tions et  
peines.

**9.** Est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite en vertu de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars et des frais et, à défaut de paiement de la condamnation, d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus trois mois,

a) toute personne qui, sachant qu'elle n'y a pas droit, obtient ou reçoit une allocation en vertu de la présente loi;

b) toute personne qui, sachant qu'une autre n'y a pas droit, l'aide à obtenir une telle allocation.

**9.** The following shall be guilty of an offence and liable, on prosecution under Part I of the Quebec Summary Convictions Act, to a fine of not less than ten dollars nor more than fifty dollars and the costs and, in default of payment of the condemnation, to imprisonment for at least one month and not more than three months,

a. Any person who, knowing that he is not entitled thereto, obtains or receives an allowance under this act;

b. Any person who, knowing that another is not entitled thereto, aids him to obtain such allowance.

Refus de  
paiement  
du gou-  
verne-  
ment  
fédéral.

**10.** Advenant le cas où le gouvernement du Canada refuserait, pour une raison quelconque, de payer soixante-et-quinze pour cent d'une allocation déjà versée par la province, il sera alors loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que la proportion non recouvrée dudit gouvernement fait partie des dépenses d'administration de la présente loi.

**10.** If the Government of Canada should refuse, for any reason whatever, to pay seventy-five per cent of an allowance already paid by the Province, the Lieutenant-Governor in Council may then order that the proportion not recovered from the said Government, shall form part of the expenses of the carrying out this act.

Règle-  
menta-  
tion.

**11.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement conciliable avec la présente loi, avec toute convention visée par les articles 3 et 4 et avec la loi fédérale et les règlements adoptés sous son empire, pour déterminer toute modalité d'application de la présente loi et en assurer le bon fonctionnement.

**11.** The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation consistent with this act, with any agreement contemplated in sections 3 and 4 and with the federal act and the regulations made thereunder, to determine all modalities of the application of this act and to ensure its proper functioning.

Idem.

En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger, des règlements, qu'il juge appropriés, pour autoriser la commission à accorder des allocations aux aveugles, dans des cas spéciaux ne rencontrant pas strictement les conditions de la présente loi, mais dans lesquels la commis-

Moreover, the Lieutenant-Governor in Council may adopt, amend or repeal, regulations deemed appropriate, to authorize the Commission to grant allowances to blind persons, in special cases not strictly meeting the conditions of this act but in which the Commission, after inquiry, deems it

Offences  
and  
penalties.

Refusal to  
pay by  
federal  
Govern-  
ment.

Regula-  
tions.

Idem.

sion, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de la présente loi d'accorder de telles allocations.

equitable and in conformity with the spirit of this act to grant such allowances.

Dépenses. **12.** Les dépenses occasionnées à la province par l'application de la présente loi, y compris le versement des allocations, sont payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles sont payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu.

**12.** The expenses incurred by the Province in the application of this act, including the payment of allowances, shall be paid out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature; if no moneys are voted or if they are insufficient, such expenses shall be paid, in so far as is necessary, out of the consolidated revenue fund. Expenses.

S.R.,  
c. 181,  
ab., ex-  
ception.

**13.** La Loi de l'assistance aux aveugles (Statuts refondus, 1941, chapitre 181) et ses amendements seront abrogés à l'expiration de l'année 1951, sauf en ce qui concerne les réclamations faites en vertu de ladite loi avant le 31 décembre 1951.

**13.** The Blind Persons Aid Act (Revised Statutes, 1941, chapter 181) and its amendments shall be repealed at the end of the year 1951, except with respect to claims made under this act before the 31st of December 1951. R.S.,  
c. 181,  
repealed,  
exception.

Enregist-  
rements  
nuls.

**14.** Les enregistrements d'avis d'octrois des pensions aux aveugles effectués en vertu de l'article 8 de la Loi de l'assistance aux aveugles, de Québec, deviendront nuls à l'expiration de l'année 1951 et les registrateurs seront tenus d'office de les radier gratuitement.

**14.** Registrations of notices of the granting of allowances to blind persons effected under section 8 of the Blind Persons Aid Act, of Quebec, shall become null at the end of the year 1951, and the registrars shall be bound of their own motion to cancel them, gratuitously. Registra-  
tions,  
null.

Radia-  
tion.

Entrée en  
vigueur.

**15.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**15.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.